Zeitschrift: Werk, Bauen + Wohnen

Herausgeber: Bund Schweizer Architekten

Band: 75 (1988)

Heft: 9: Genua = Gênes = Genoa

Artikel: Die Verantwortung des Auftraggebers = Les responsabilités du client = The contractor's responsibility

Autor: Fumagalli, Paolo

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-57051

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

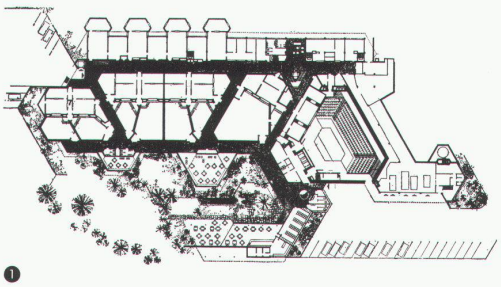
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



1

Die Verantwortung des Auftraggebers

Mit «Three angry men» könnte man, nach einem Film von Sidney Lumet, diesen Vorfall betiteln. Bei den «angry men» handelt es sich um die drei Tessiner Architekten Rino Tami, Alberto Camenzind und Augusto Jäggli. Warum sie wütend sind, ist schnell gesagt. Sie haben 1964 den Sitz des Radios der italienischen Schweiz (RSI) in Lugano gebaut, ein Werk, dem viel Achtung gebührt: für die Gliederung und Komposition der Baukörper, für die Einfügung in die Landschaft, die Aufmerksamkeit gegenüber der menschlichen Dimension in einem für die Technologie bestimmten Gebäude, die Sorgfalt im Detail und in der Wahl der Materialien sowie für die Qualität der Innenräume. Der Konzertsaal ist, meiner Ansicht nach, ein «must» für jeden, der die Tessiner Architektur kennenlernen möchte. Doch das Radio, wie andere ihm ähnliche technologische Strukturen, entwickelt sich rasch, und die dem Publikum zugänglichen Räume – Kongresssäle, Aufnahmestudios, Verkehrsflächen und Konzertsaal – mussten nach gut zwanzig Jahren renoviert werden: es wird ein weiteres Geschoss hinzugefügt, Böden und Farbe der Wände werden geändert, der Konzertsaal bekommt eine Klimaanlage, es wird ein neuer Eingang geschaffen usw., Arbeiten, die weder an Tami noch an Camenzind oder Jäggli vergeben wurden, sondern an einen anderen Architekten. Die drei haben gegen die schlechte Qualität der neuen Eingriffe sowohl mündlich als auch schriftlich protestiert, jedoch ohne den geringsten Erfolg.

Der Fall des RSI-Gebäudes ist beispielhaft und sollte alle Architekten interessieren. Denn es geht hier um das Thema der Verantwortung des Auftraggebers. Die Verantwortungsbereiche des Architekten kennen wir: die Qualität der Arbeit, die Berücksichtigung der «Gesetze der Kunst», die berufliche Sorgfalt, die Kostenkontrolle. Und die des Auftraggebers? Welches sind seine Verpflichtungen dem Bau gegenüber, den er hat ausführen lassen? Hat der Auftraggeber das Recht, den ursprünglichen Bau zu ändern, zu verwandeln, zu vergrössern, anzupassen oder ihn gar gänzlich umzukrempeln? Hat er als Geldgeber, Benützer und Eigentümer des Gebäudes (handelt es sich nun um eine Villa oder um ein Radiostudio) die uneingeschränkte Freiheit, jede Art von Eingriff nach Belieben vorzunehmen?

Les responsabilités du client

Reprenant le titre du célèbre film de Sidney Lumet, cette affaire pourrait s'intituler «Three angry men». Qui sont-ils ces «angry men»? Les architectes Rino Tami, Alberto Camenzind et Augusto Jäggli. Et pourquoi leur colère? Les faits sont simples; ils sont auteurs, en 1964, du siège de la Radio de la Suisse Italienne (RSI) à Lugano, œuvre réussie sous bien des aspects; en particulier l'articulation des volumes qui composent l'ensemble, son insertion dans le site, l'attention mise à maintenir l'échelle humaine dans un bâtiment destiné à la technologie, le soin des détails et le choix des matériaux, enfin, la qualité des espaces internes. La salle de concerts constitue, peut-on dire, un «must» pour qui veut connaître l'architecture au Tessin. En fait, la radio est une structure technologique qui, comme tant d'autres, est soumise à une évolution fort rapide; après vingt ans, ses locaux ouverts au public – couloirs menant aux salles de réunions, studio d'enregistrement et salle de concerts – ont dû être rénovés: on a ajouté ainsi un étage, refait les sols et changé les couleurs des murs, changé la climatisation dans la salle de concerts, créé une nouvelle entrée et ainsi de suite. Or, ce n'est ni à Tami, ni à Camenzind (qui possède encore un bureau fort actif à Lugano) ni à Jäggli qu'ont été confiés tous ces travaux, mais à un autre architecte. Face à ces nouvelles interventions, de qualité fort médiocre, ces trois architectes ont réagi en protestant très vivement soit oralement soit par écrit, protestations qui sont restées lettre morte.

Le cas de l'édifice de la RSI est à ce titre exemplaire et devrait intéresser et concerner tous les architectes. Voire, les préoccuper. En effet, le thème qu'il soulève est celui de la responsabilité du client. Celles de l'architecte, nous les connaissons: qualité du travail, respect des «règles de l'art», sérieux professionnel, contrôle des coûts. Mais, de la part du client, quelles sont donc ses responsabilités vis-à-vis de l'ouvrage qu'il a fait construire? A-t-il le droit de changer, modifier, agrandir, adapter, voire même bouleverser l'ouvrage original? Comme le client est celui qui a financé, qui utilise et qui est propriétaire du bâtiment (que celui-ci soit une villa ou un studio-radio), a-t-il toute faculté d'exécuter par la suite, selon son bon plaisir, n'importe quel type d'intervention ou de modification?

Il ne s'agit nullement d'une question banale. Posons-la en d'autres termes: le possesseur d'un tableau, d'une œuvre de Max Bill par exemple, a-t-il le droit, parce que, tout à coup, certaines formes ou certaines couleurs ne lui plaisent plus, de prendre le pinceau et d'effectuer les modifications plus à son goût? Non, répondra-t-on, parce que l'œuvre d'art appartient «aussi» à celui qui l'a réalisée et parce qu'elle appartient «aussi» à la collectivité toute entière, elle fait partie intégrante du patrimoine culturel: il appartient justement au propriétaire de la faire respecter, de la sauvegarder et de veiller à son maintien en l'état. Même si celle-ci lui appartient de manière exclusive. C'est du reste aux mêmes obligations qu'est tenu le propriétaire d'un monument historique. La responsabilité du client est donc celle de veiller à la sauvegarde de l'œuvre d'art, afin que celle-ci passe, intacte, aux générations à venir.

Le cas de Tami-Camenzind-Jäggli soulève l'insoluble problème du droit d'auteur, droit qui existe pour l'inventeur de la machine automatique à déboucher les bouteilles, mais non pour l'architecte. Il s'agit, aujourd'hui, d'un problème d'une grande actualité, et cela pour quatre raisons: premièrement, il est non seulement de notre rôle mais aussi de notre devoir de léguer, intactes, aux générations à venir les œuvres récentes de l'architecture contemporaine; deuxièmement, de nous préoccuper de l'éthique et des spécificités professionnelles de l'architecte, afin de ne pas tomber dans la servilité ou dans le mercantile; troisièmement, il est du devoir de l'architecte de protéger la qualité de son propre travail; quatrièmement, il s'agit d'un problème important à une époque où il est courant d'intervenir sur des ouvrages datant d'à peine quelques décennies, soit pour les adapter aux nouvelles exigences technologiques, soit pour économiser l'énergie.

En guise de conclusion, une dernière observation nous semble importante: dans ce cas précis, il ne s'agit ni d'une villa, ni d'une usine dont le client serait un particulier, mais d'une structure publique, parastatale, qui donc met en cause la responsabilité-même de l'Etat. En outre, la Radio a, entre autres missions, celle de promouvoir la culture et, donc, de se montrer sensible et responsable envers les œuvres artistiques (eh oui, l'architecture est art) qui lui appartiennent et qui font partie du patrimoine culturel collectif. Elle ne devrait donc pas, comme le ferait n'importe quel spéculateur, s'abaisser aux jeux mesquins des intérêts particuliers.

P.F.

❷

Die Frage ist nicht banal. Stellen wir sie anders: Hat der Besitzer eines Bildes, von Max Bill zum Beispiel, das Recht, einen Pinsel zur Hand zu nehmen und Änderungen anzubringen, weil ihm gewisse Formen oder Farben verleidet sind? Nein, würde man antworten, denn das Kunstwerk gehört «auch» dem, der es geschaffen hat, und es gehört «auch» der Allgemeinheit, es ist Bestandteil des kulturellen Erbgutes: Und eben zur Verantwortung des Eigentümers gehört der Respekt vor dem Kunstwerk, das heisst auch seine Bewahrung und sein Unterhalt. Dieselbe Verpflichtung hat der Eigentümer eines Gebäudes, das ein historisches Monument darstellt: die Verpflichtung, das Kunstwerk zu schützen, damit es unversehrt auf die Nachkommen übergehen kann.

Der Fall Tami/Camenzind/Jäggli rührt an das ungelöste Problem des Urheberrechtes, das zwar für den Erfinder des automatischen Korkenziehers gilt, nicht aber für den Architekten. Dies ist ein Problem von höchster Aktualität, und zwar aus vier Gründen: erstens, weil es unsere Aufgabe ist, die Werke der zeitgenössischen Architektur unversehrt unseren Nachkommen zu überliefern; zweitens, weil es unsere Pflicht ist, das Berufsethos des Architekten zu wahren, um nicht dem reinen Servilismus und Kommerzialismus zu verfallen; drittens, weil es Pflicht des Architekten ist, die Qualität der eigenen Arbeit zu erhalten; viertens schliesslich, weil Eingriffe auf wenige Jahrzehnte alte Bauten zurzeit an der Tagesordnung sind, im Zuge der technologischen Modernisierung und des Energiesparens.

Eine letzte Bemerkung scheint uns wichtig: Dieser Fall betrifft nicht eine Villa, deren Auftraggeber ein Privater ist. Es handelt sich hier um einen halbstaatlichen, öffentlichen Auftraggeber. Das Radio hat unter anderem die Kulturförderung zum Ziel und muss sich deshalb gegenüber Kunstwerken (ja, auch Architektur ist Kunst!), die ihm gehören und Teil des kollektiven Kulturgutes sind, sensibel und verantwortungsbewusst verhalten. Es darf sich auf keinen Fall – wie irgendein Gebäudespekulant – zu armseligen Interessenspielen hinreissen lassen.

Paolo Fumagalli

The Contractor's Responsibility

The event we are talking about could well be entitled "Three Angry Men" after one of Sidney Lumet's films, with the "angry men" being the three Ticinese architects Rino Tami, Alberto Camenzind and Augusto Jäggli. And why they are angry, is quickly explained. They have built the RSI (Radio della Svizzera Italiana) in Lugano in 1964, a building well worth our acclaim: for the arrangement and composition of its volume, for its insertion into the landscape, its attention to human dimensions within a building designed for technological reasons, its carefully designed details and the choice of its materials as well as the quality of its interior spaces. The concert hall is, in my eyes, a "must" for anyone eager to get to know the architecture of the Ticino. But the radio, just as other similar technological structures, is developing quite rapidly, and the rooms accessible to the public – the congress halls, recordings studios, circulation areas and the concert hall – had to be renovated after roughly twenty years: an additional floor will be added, the floors and the colour of the walls will be changed, the concert hall be given an air-conditioning system, a new entrance is planned etc., alterations that neither Tami, Camenzind nor Jäggli but another architect was entrusted with. The three architects have – orally as well as in writing – protested against the bad quality of these new interventions, though in vain.

The case of the RSI building is an example that all architects should be interested in – and which should draw their attention. For this is a topic focusing on the responsibility of the contractor. The areas of responsibilities of the architects themselves we already know about: the quality of the work done, the taking into account of the "laws of art", professional diligence, the control of costs. What then does the contractor's responsibility consist in? Which are his duties towards the building he has contracted for? Does the contractor have a right to alter the original building, to modify it, to enlarge and adapt it or change it into something altogether different? Does he, who finances, uses and owns the building (no matter whether it be a villa or a radio station) have the unrestricted liberty to order any kind of intervention he would like to?

The question is far from trivial. Let's put it differently: Does the owner of a painting, for example by Max Bill, have the right to take a brush and change it because he is tired of certain forms and colours? No, you would readily agree, of course not, for any work of art "also" belongs to the one who created it, and "also" belongs to the public – it is part of a cultural heritage: and part of the owner's responsibility resides in the respect of the work of art, in its preservation and maintenance that is. The very same duty applies to the owner of a building representing a historical monument: the duty to protect this work of art so it may be handed down to our descendants intact.

The Tami/Camenzind/Jäggli case touches upon the unsolved problem of the proprietary right, applicable to the inventor of the automatic corkscrew though not to the architect. It is a highly topical problem – chiefly for four reasons: firstly, because it is our task to hand own the works of contemporary architects intact to our descendants; secondly, because it is our duty to preserve the professional ethos of the architect in order not to lapse into the error of pure pragmatism and commercialism; thirdly, because it is the duty of the architect to preserve the quality of his own work; and fourthly, because interventions altering buildings a mere few decades old have – in the course of technological modernizations and the saving of energy – become the rule nowadays.

A final but important note: This case does not simply concern a villa whose contractor is a private citizen. It concerns a quasi-governmental, public contractor. Among other things, the radio is supposed to adopt the promotion of culture as its aim and thus to adopt a reasonable and responsible attitude towards works of art it owns and that are part of our collective cultural inheritance (and yes, indeed, architecture is art!). No way may it – like any other building speculator – be carried away by such wretched intrigues of merely technological interests.

P.F.

❶❷
Gebäude der Radio della Svizzera Italiana in Lugano, 1964, Architekten Rino Tami, Alberto Camenzind, Augusto Jäggli: Grundriss Eingangsgeschoss und Innenaufnahme des Konzertsaals / Bâtiment de la Radio della Svizzera Italiana à Lugano, 1964: Plan de l'étage d'entrée et vue intérieure de la salle de concert / The building of the Radio della Svizzera Italiana in Lugano, 1964: ground-plan of the entrance floor and interior view of the concert hall